

EN ARGENTINE

BDIC



LIBÉRATION DES SYNDICALISTES

EMPRISONNÉS ET DISPARUS



1, Rue Montmartre
75001 Paris

POUR LES LIBERTES SYNDICALES POUR LA
LIBERATION DES SYNDICALISTES EMPRISONNES
ET DISPARUS

BDIC

Trente mois après le coup d'état militaire, la féroce répression qu'il a déclenchée donne le résultat suivant : plus de 5 000 morts (dénombrés), plus de 15 000 prisonniers politiques et syndicaux et 25 000 disparus dont jusqu'à présent on ne connaît pas le sort.

Les chiffres partiels, qui ne représentent pas toute la réalité, diffusés par le département des Etats-Unis, permettent de donner une vision approximative de la situation : sur 5 700 assassinés, 1 500 l'auraient été pour avoir participé à des grèves ou autres activités syndicales ou pour occuper des postes de représentant syndicale.

Sur un chiffre de 18 000 prisonniers, 5 000 le seraient pour des motifs identiques. La suspension du droit de grève, l'intervention dans la C.G.T. et les principales organisations syndicales, tout cela est en flagrante contradiction avec les droit définis par les articles 87, 98 et 135 de l'OIT ; la détention des dirigeants et militants syndicaux, sans raison ni procès, outre ceux dont on ignore le sort, sont aussi le reflet de cette période de dictature.

Le salaire moyen, qui est en dessous du niveau de subsistance, oblige le travailleur à prolonger sa journée de travail, de telle manière que le temps de travail de 8 heures est totalement dépassé. De même, le licenciement injustifié, tant dans les entreprises nationales que dans le secteur privé, empêche pratiquement toute stabilité dans le travail.

En dépit de cette politique répressive de la junte militaire argentine les travailleurs ont réaffirmé dès les premiers moments leur conscience et leur ligne de combat.

Les grèves sauvages, le sabotage de la production et autres moyens d'exception pendant cette période font que la junte militaire rencontre de sérieux obstacles dans l'application de ses plans génocides.

Et c'est pour cette lutte que la majorité des travailleurs sont assassinés, torturés, incarcérés ou portés disparus.

En de multiples occasions les travailleurs du monde entier ont élevé leur voix contre cette série de barbaries commises par les militaires, en appui à la juste lutte du peuple argentin.

...



THE ARGENTINE SYNDICALIST LEAGUE
COMUNIDAD ARGENTINA SINDICALISTA
BUENOS AIRES

Aujourd'hui, et dans ce cadre de la réalité de notre pays, nous appelons à intensifier les efforts de solidarité et de soutien à la Résistance du Peuple Argentin.

EXIGER LE RETABLISSEMENT DES LIBERTES SYNDICALES ET LA LIBERATION DES SYNDICALISTES EMPRISONNES OU DISPARUS C'EST ETRE SOLIDAIRE DE LA LUTTE DE NOTRE PEUPLE ; NOUS EXIGEONS LA LIBERATION.

RAUL BARRIONUEVO ; délégué syndical de Renault-Cordoba- emprisonné en décembre 1976 ; actif défenseur des conquêtes syndicales, face au patronat appuyé par les baïlloquettes militaires.

BUSTOS Leopoldo ; délégué de la sucrerie de Jujuy ; dirigeant actif de tous les mouvements réalisés par les travailleurs pour la défense de leur salaire et de leurs sources de travail. Il se distingua comme un organisateur-né et il fut emprisonné en janvier 1976.

PORFIRIO Roberto ; travailleur de la faculté de sciences humaines de laquelle il était délégué. Secrétaire de l'action syndicale de l'ATULP (Association des travailleurs de l'université de la Plata) et secrétaire d'organisation de la FATUN (Fédération Argentine des Travailleurs Universitaires). Il se distingua par sa préoccupation permanente de l'unité des travailleurs universitaires et fut l'un des précurseurs du congrès de Tucuman qui eut lieu en novembre 1973. Ce congrès fut appelé par les travailleurs le "congrès de l'unité". Il fut incarcéré en juillet 1977.

RAMIREZ Enersto ; Secrétaire général de l'ATULP. Délégué général élu à la grande majorité du syndicat. En 1966, il se distingua pour sa solidarité avec d'autres groupements.

ALFREDO CARAZO ; Il est actuellement le secrétaire de la Fédération Latino-Américaine de Presse et aussi le secrétaire adjoint de la Fédération Argentine des Travailleurs de Presse de la République Argentine. Peu après le coup d'état militaire de mars 1976, il est emprisonné. Il est à la prison de Corrientes.

HUGO MENDEZ ; Il est uruguayen, et un des fondateurs de la C.N.T. (Confédération Nationale du travail). Après que les militaires ont pris le pouvoir dans son pays, il a émigré en Argentine, obligé par la persécution et le régime de terreur qui régnait en Uruguay. Il est un de ceux qui ont participé au congrès des travailleurs dans le textile. Il est emprisonné par le pouvoir exécutif argentin le 15 juin 1976.

FERREYRA ALFREDO

Il a été à la tête de la lutte des travailleurs de la régie de Terrabusi .
Usine de fabrication alimentaire, cette régie a été un des premiers lieux
où le patronat a essayé d'appliquer les plans de la plus dure exploitation
ouvrière avant le coup d'état .

Les ouvriers de Terrabusi, face aux licenciements et pour défendre
les conditions de travail, développèrent une importante grève . Celle-
ci fut durement réprimée par l'armée . Coup d'essai du patronat avant le
coup d'état, cette expérience devint par la suite la norme appliquée contre
la classe ouvrière .

Ferreira J. Alfredo s'était détaché comme un des principaux dirigeants
du conflit de Terrabusi . Pour cela il fut et reste emprisonné .

HAROLDO SANTOS LOGIURATO

Délégué général de l'hôpital polytechnique de la Plata, il devient après le coup d'état militaire de septembre 1955 l'un des plus fermes défenseurs des travailleurs. Sa lutte contre le "directeur" militaire de la délégation de la CGT lui vaut 5 mois de prison dans la prison militaire de Magdalena. Après sa libération, il est nommé secrétaire général de ATE et en tant que tel entreprend sa lutte pour obtenir que se dédient aux travailleurs tous les syndicats de la zone. En 1957, après le congrès de la délégation régionale de la CGT il est nommé secrétaire de l'organisation. A ce poste il est arrêté en avril 1961 et reste en prison jusqu'en 1964. Etant sans travail il commence à travailler comme ouvrier de la métallurgie et en 1966 il est nommé délégué de l'usine Simplex. Toujours pour son action de défense des travailleurs il est à nouveau arrêté en 1969 et reste en prison jusqu'au 25 mai 1973. Après sa libération, il se met à travailler comme professeur jusqu'en juin 1977 où il est arrêté chez lui par la police ; on ne sait quel fut son sort.

ALFREDO JARMA

Ouvrier de Ika Renault depuis 1962, son activité syndicale date de longtemps. En 1972, il fut élu membre de la commission de direction de la section de Cordoba de SMATA (syndicat de la mécanique) et en 1974 il est élu Délégué paritaire pour la discussion des conventions collectives de travail. Avec d'autres dirigeants syndicaux de SMATA, Roque Romero et Carlos Jersey, il est arrêté en novembre 1974. Accusé devant le juge fédéral de Cordoba d'intimidation publique et de détention illégale d'armes à feu, il est acquitté en juillet 1976. Il n'est pas mis en liberté et passe à disposition du pouvoir exécutif national (PEN) ; il est transféré de la prison de Cordoba à la prison régionale du Nord U7 à Resistencia, Chaco, où il est encore. Entre 1976 et 1977 il est impossible de lui rendre visite par ordre militaire. Sa santé, par faute d'attention médicale, sous alimentation, mauvais traitements, etc. est mauvaise ; il souffre de graves troubles digestifs qui lui ont fait perdre beaucoup de poids. En JUIN de cette année le gouvernement lui a fait signer une demande d'option (de déportation), qui lui permet de sortir du pays selon la loi 21650 ; mais cette sortie n'a pas eu lieu jusqu'à présent.



SOLEDAD GARCIA :

Enseignante, professeur, sous-directrice de l'école normale, dirigeante de la U.E.P.C., Union des Educateurs de la province de Cordoba et du front national des professeurs de la région. Elle fut déléguée d'un syndicat au Congrès Confédéral de la C.T.E.R.A. Actuellement elle est prisonnière sans raison légale, et à la disposition du Pouvoir Exécutif National.

EDUARDO REQUENA :

Enseignant, professeur d'école secondaire et de l'institut du professorat Bernardino Rivadavia. Dirigeant du S.E.P.P.AC (syndicat des éducateurs privés et particuliers de Cordoba) et du Front Syndical des enseignants de la région de Cordoba. Dirigeant de C.T.E.R.A. (Confédération des Travailleurs de l'éducation de la République Argentine) depuis sa constitution. Il était membre de la Junte Exécutive au moment où se produisit sa disparition. Il s'occupe aussi de la direction du regroupement des associations de lutte de Cordoba. Après le Coup d'état il n'interrompt pas son travail et a maintenu son poste de combattant pour les justes revendications des travailleurs. Il est porté disparu. Il existe une information non-officielle qui dit qu'on la vu dans un camp de concentration.

OSCAR SALVO :

John Deere est une fabrique de tracteurs nord-américaine qui comme Général Motors, connaît d'avance que sa production sera orientée pour approvisionner le marché interne du pays. Avec cette limitation bien définie, ses propriétaires essayent de sortir le maximum de profit avec le moins d'investissements possibles. Cette situation fait en sorte que les travailleurs de John Deere se mobilisent constamment contre ces mesures d'exploitation de l'usine. Oscar Salvo est un ouvrier combattif de cette usine ; il participe à toutes les luttes et il est emprisonné quand il va, avec une délégation des ouvriers de John Deere, proposer leur solidarité aux travailleurs de Acindar (Villa Constitucion). Il est dans la prison de Coronda, à disposition du Pouvoir Exécutif National.

RUFINO TAURINO ATENCIO :

Il est délégué de "Luz y Fuerza" (équivalent de l'E.D.F. en France), à Cordoba. Il appartient au syndicat qui fut un exemple de lutte pour toute la classe ouvrière argentine. Ce syndicat était dirigé par Agustin Tosco. Il est détenu depuis le 14 octobre 1976 à la prison de Resistencia, pavillon 2, à la disposition du P.E.N.

ROBERTO ARTURO GARIN

Délégué du personnel et membre de la commission syndicale à l'entreprise Propulsora Siderurgica. Membre de la Commission de Coordination des délégués, des commissions et des "Syndicats en lutte".

Dès son embauche à l'usine, Garin commence à lutter pour les droits des travailleurs. C'est ainsi qu'il milita au cours des luttes pour le rétablissement du corps des délégués du personnel et de la commission interne qui se trouvait aux mains de personnages désignés par la direction. Au cours d'une assemblée générale, les travailleurs dénoncèrent ces individus et élirent leurs véritables représentants, parmi lesquels le camarade Garin. Il est ensuite élu à la commission de coordination des délégués et des "syndicats en lutte". Cette commission a pour tâche de coordonner les luttes du mouvement ouvrier argentin contre les projets de démantèlement de l'entreprise formés par le gouvernement d'Isabel Peron appuyé par les forces armées. Les militaires prennent alors des mesures de répression contre les délégués du personnel et les commissions internes, et en général contre tous ceux qui s'opposent à ce plan. Garin est alors l'objet de persécution de la part de bandes para-militaires créées à cette époque (les 3 "Alliances Anticomuniste Argentine).

Son domicile fut l'objet de plusieurs attentats. Avec d'autres camarades, il fut licencié. Les travailleurs se mirent en grève et, après 2 mois de conflit, la direction s'incline et revint sur les licenciements. Il exerce ses responsabilités syndicales, à nouveau.

LUIS ANGEL SEGOVIA

Délégué syndical à l'usine Marathon qui appartient à la famille ACEVEDO (dont un membre fut Ministre de l'Economie dans le gouvernement Frondizi). Les travailleurs de Marathon furent à la pointe des luttes pour la défense des salaires et de la démocratie syndicale en 1974-75. L. A. SEGOVIA est secrétaire adjoint de l'Union Ouvrière Métallurgiste de Ville Constitucion. Arrêté à Alberti (Rosario) en juin 1975, il est détenu au pénitencier de Coronda, "à la disposition du Pouvoir Exécutif".



Nom : VICTORIO DANTE PAULON

Date de Naissance : 25-11-47

Lieu de Naissance : Hersilia
(Provincia de Santa Fe)

C. I. : 6.305.900

Etat Civil : marié - deux enfants

Il travaillait comme ouvrier à l'usine métallurgique VILLBER S.A/Empalme Villa Constitucion.

Le 20 mars 1975 tous les membres de la commission Directrice de la Section de l'Union Ouvrière Métallurgique de Villa Constitucion ont été arrêtés. Ceux-ci avaient été, par vote, élus librement par la majorité des travailleurs. Cet événement a déclenché une grève générale des travailleurs métallurgiques des usines Acindar, Metcon, Marathon et Villber ; un comité de lutte se constitue pour diriger la grève à laquelle participent des représentants des différentes usines, élus en Assemblée par leurs camarades ; il fait partie de ce comité, représentant les camarades de son usine.

Le premier mai 1975, alors qu'il allait en voiture vers Villa Constitucion, il est arrêté avec d'autres camarades et mis à disposition du Pouvoir Exécutif, sans procès ni accusation d'aucune sorte ; il est emmené à la Préfecture de Police de Rosario, puis 15 jours après à la prison de Coronda où il restera jusqu'au 9 octobre de la même année ; à cette date, il est transporté avec 39 camarades à la prison de Villa Devote où ils sont enfermés un mois dans les caves, sans vêtements, sans

nourriture et systématiquement roués de coups. Sa captivité en ce lieu n'a pas été reconnue au cours de ce mois.

Le 10 novembre 1975 il a été transféré à la prison de Resistencia (Chaco), après la prison de Rawson, et maintenant il est à la prison de Coronda (Santa Fe) dans de conditions extrêmement dures.

Il est important de souligner que leurs familiers en Argentine ont entrepris, face au Ministère de l'intérieur, les démarches correspondantes au Droit d'Option de l'article 23 de la Constitution d'Argentine par lequel tout prisonnier politique non accusé de crime est autorisé à quitter le pays ; ils n'ont jusqu'à maintenant aucun résultat favorable. Il a aussi obtenu un Laisser-Passer du Gouvernement Français N° 025/1978 et un visa de Long Séjour valable jusqu'à le 14 mai 1979.

MANUEL CARRETE

Membre de la Commission interne de l'entreprise Propulsora Siderurgica. Dès le début, il participe aux luttes. Il est licencié en même temps que d'autres camarades. Après 2 mois de grève, la direction s'incline et les reprend. Les ouvriers l'élisent membre de la Commission interne lors d'assemblées générales. Il sera toujours à la tête des luttes. Il connaissait les risques qu'il courait en continuant à travailler dans l'usine après le coup d'Etat militaire. Mais il dit : "Que puis-je faire avec 4 enfants, mère, si je suis dans la clandestinité ?" C'est ainsi que les militaires n'eurent aucun mal à l'arrêter. Sa situation en prison est très difficile, car, outre les tortures physiques, il ne sait comment vivent sa femme et ses 4 enfants.



MARIO AGUIRRE

49 ans. Vieux dirigeant syndicaliste de l'Association de travailleurs de l'Etat (ATE). Ouvrier en soudure électrique dans les Chantiers de la direction nationale des constructions des ports et voies navigables, du ministère des travaux publics de la nation.

Il a été membre de la direction de ces chantiers à partir de 1957. Ensuite il est devenu membre du secrétariat de la direction de la Fédération de Rosario de l'ATE, qui regroupe les travailleurs et employés de l'Etat et de l'administration publique. Au nom de l'ATE, il a été délégué successivement au congrès régionaux de la CGT de Rosario et, à plusieurs reprises, au plenums et congrès des "62 organisations" (quand l'armée a mis sous tutelle la CGT nationale) et, ensuite, de la CGT.

Secrétaire général de la Fédération Rosario de l'ATE pendant la période 1960-1962, et membre de sa direction jusqu'aux années soixante-dix.

La maison qu'il habitait (Gaboto 67, Rosario) avec son épouse et ses deux fils, ainsi qu'avec ses parents et une de ses soeurs, fut dynamitée et cambriolée. Peu de temps après, début septembre 1976, il fut enlevé par l'armée.

Selon les dernières informations, il se trouverait dans la prison militaire de Magdalena, province de Buenos-Aires.

VICTOR VAZQUEZ

Ouvrier cheminot depuis des dizaines d'années. Depuis longtemps aussi dirigeant syndicaliste national de l'"Union Ferroviaria", syndicat qui, avec "La Fraternité", regroupe la totalité des ouvriers et employés cheminots d'Argentine, organisations fondées par le mouvement ouvrier argentin depuis plus de cent ans.

Il travaillait toujours dans la localité de Junin (province de Buenos-Aires). Le 8 juin 1976, peu après le coup d'Etat, il disparaît dans des circonstances inconnues. Après plusieurs démarches, on présenta un recours d'habeas corpus en sa faveur le 28 septembre 1976, mais ni la police ni l'armée n'admettent le détenir.

On est toujours sans nouvelles de lui. Un meeting tenu en Espagne le 22 octobre 1977 l'adopte comme un des cinq prisonniers "symboles" de la répression contre le mouvement ouvrier argentin et engage des démarches pour sa libération.

Il est marié et père de deux enfants.

JORGE DI PASQUALE

Il a 48 ans. Dirigeant syndicaliste de longue date parmi les travailleurs de la pharmacie en Argentine.

Au moment de son enlèvement, le 30 décembre 1976, il était secrétaire général du syndicat des travailleurs et employés de pharmacie, à Buenos-Aires.

Il a représenté le syndicat dans les congrès nationaux du mouvement ouvrier depuis 1957 (époque où la CGT était mise sous tutelle militaire après la prise du pouvoir par l'armée en 1955).



ROQUE ROMERO

34 ans. Né à Catamarca. Militant syndical depuis des années à l'usine automobile Renault de Cordoba. En 1972, il est élu secrétaire général adjoint du syndicat des métallos de l'automobile (SMATA) de la région de Cordoba. Militant avec René Salamanca et d'autres, il est victime de la répression qui, en septembre 1974, frappe son syndicat. A cette date, il est arrêté au siège de SMATA avec d'autres dirigeants, accusés de "sommation publique et de détention d'armes à feu".

Le 14 juillet 1975, le juge fédéral Humberto Vazquez le déclare innocent. Au lieu de la remettre en liberté, on le transfère à la prison de Resistencia (à 660 km de Cordoba) et il est mis à la disposition du pouvoir exécutif national.

A partir du coup d'Etat du 24 mars 1976, toute visite de sa famille ou de son avocat lui est interdite ; de même, il se voit refuser l'assistance médicale. Roque Romero souffre d'une maladie de peau et de la vue ; un rapport récent venant d'Argentine signale qu'il a perdu la vue.

Une vaste campagne internationale s'est développée en faveur de Romero. L'actuel ministre du travail du gouvernement militaire, le général Horacio Liendo, s'est vu obligé de répondre à une requête de Thomas Nielsen, président de la CGT du Danemark, par un télégramme qui disait notamment : "M. Romero se trouve à la disposition du pouvoir exécutif national... Il fait l'objet d'une enquête pour association illégale, détention d'armes et munitions, sommation publique et participation à des activités de caractère subversif..."

32 médecins danois sont intervenus en faveur de Romero, expliquant qu'une intoxication du sang lui avait donné une maladie de peau et qu'il était en train de devenir aveugle.

RENE SALAMANCA

38 ans, né à Las Varillas (Cordoba). Après avoir travaillé dans plusieurs petites entreprises, il entre à l'usine Renault comme ouvrier spécialisé. Marié, père de deux enfants.

Il participe aux événements de mai 1969 à Cordoba, qui ont pris le nom de Cordobazo. En 1971, il est parmi les organisateurs syndicaux qui se regroupent autour de la liste Marron, qui gagne en 1972 les élections du syndicat des métallos de l'automobile (SMATA) de la région de Cordoba et porte Salamanca au poste de secrétaire général.

Au cours de deux années de lutte de leur syndicat, les travailleurs de l'industrie automobile obtiennent de très importants succès en matière de salaires et condition de travail, ce qui fait qu'aux élections de 1974, la liste Marron et Salamanca se voient confirmés d'une large majorité à la direction du SMATA.

En septembre 1974, le syndicat régional est pris sous le contrôle des autorités nationales, un mandat d'arrêt est lancé contre ses dirigeants. Parmi eux, René Salamanca continue à exercer la direction du syndicat dans la clandestinité, à travers les commissions de délégués qui ne cessent de réclamer que la mesure soit levée et que les ouvriers arrêtés soient libérés.

Le 28 mars 1976, quatre jours après le coup d'Etat militaire, Salamanca est enlevé. Sa détention n'a jamais été reconnue par les forces armées, sauf devant la délégation de l'ORIT en visite en Argentine. On croit qu'il se trouve dans un des camps de détention non officiels.

BDIC

ALBERTO PICCININI

Ouvrier à l'entreprise ACINDAR (dont fut PDG l'actuel ministre de l'économie, José A. Martinez de Hoz), Alberto Piccinini fut élu, en 1972, délégué de l'usine Ingeniero Acevedo par ses camarades de travail. L'usine sidérurgique ACINDAR se trouve dans la ville de Villa Constitución, laquelle concentre 60 % de la capacité sidérurgique et métallurgique du pays, ce qui fait de cette petite ville (40 000 habitants) une des plus importantes concentrations ouvrières.

En 1974, la section de l'Union ouvrière métallurgique (UOM) de Villa Constitución était contrôlée depuis quatre ans par la direction nationale du syndicat. Une commission ouvrière obtient l'organisation d'élections syndicales en novembre. Parmi ses membres, Piccinini. Aux élections, la liste Marron triomphe avec 64 % des voix. A sa tête, Alberto Piccinini était porté au secrétariat général.

La nouvelle commission exécutive entame une série d'actions revendicatives (augmentation de salaires, amélioration des conditions de travail) dans lesquelles elle devient un pôle pour le mouvement syndical combattif et démocratique du pays.

A l'aube du 20 mars 1975, une opération répressive d'une envergure sans précédent est lancée contre Villa Constitución. La police et l'armée occupent les quartiers ouvriers et assiègent les locaux du syndicat. Près de 1 000 ouvriers sont arrêtés. Le même jour commence une grève qui durera deux mois et qui déclenchera un vaste mouvement de solidarité partout dans le pays.

Piccinini est mis à la disposition du juge fédéral de Rosario, sous l'inculpation d'association illégale, et autres. Mais, en même temps, il est mis à la disposition du pouvoir exécutif national, en vertu de l'état de siège, ce qui garantit doublement son emprisonnement.

Il est envoyé à la prison de Coronda, mais la proximité de la grève qui réclamait sa liberté amène les autorités à l'envoyer à la prison de Rawson (plus de 1 800 km de son domicile), tentant de l'isoler au maximum du conflit, de même

que de tout contact avec ses proches et ses avocats.

Au mois d'octobre 1977, il est déclaré innocent à la suite du procès pénal, qui lui avait été intenté. Il est toujours en prison.

FERNANDO SANCHEZ

Dirigeant syndical dans la métallurgie. Enlevé le 23 septembre 1977 à midi, en pleine rue.

Jusqu'au mois d'août 1975, Fernando Sanchez travailla à l'usine métallurgique EMA de Vicente Lopez, dans la banlieue de Buenos-Aires, comme ouvrier. Il fut un important militant syndical; ce qui l'amena à rejoindre, à l'occasion des élections syndicales de l'Union ouvrière métallurgique (UOM), la liste Grise, opposée à la direction du syndicat.

En mars 1975, il est allé apporter la solidarité des métallos de Vicente Lopez à la grève des travailleurs métallurgiques de Villa Constitución, à l'époque une des étapes les plus importantes de la lutte de la classe ouvrière. Au cours de ces activités de solidarité, il est arrêté le 1er mai 1975 et mis à la disposition du pouvoir exécutif dans la prison de Coronda. Du fait qu'aucune accusation concrète n'est retenue contre lui, il est libéré vers la fin d'août de la même année. Le patronat d'EMA profite à l'occasion pour le licencier.

Par la suite, il commença de travailler comme employé dans une entreprise du bâtiment, poste qu'il occupait au moment de son arrestation en septembre 1977. Depuis lors, aucune nouvelle de lui ne nous est parvenue, ni de la voiture qu'il utilisait.

Un prisonnier libéré a dit l'avoir vu dans les locaux du service de renseignements de l'Etat (SIDE), dans la chambre de torture.

BDIC

FRANCISCO JOSE PAEZ

Au début des années soixante, il commence à travailler aux usines Fiat Concord, dans la banlieue de Cordoba. Ouvrier soudeur, il est affilié au syndicat des travailleurs de Concord (SITRAC), syndicat d'entreprisc. En 1970, il est parmi les animateurs d'un mouvement pour la "récupération", c'est-à-dire l'indépendance du syndicat, alors aux mains des agents du patronat. Ce mouvement porte à la tête du syndicat une nouvelle direction qui se réclame de la lutte des classes et joue rapidement un rôle à l'échelle internationale. Paez devient secrétaire général du syndicat.

Après plusieurs tentatives manquées, le gouvernement militaire de l'époque réussit à écraser la nouvelle direction syndicale en envoyant l'armée occuper les usines Fiat Concord et Materfer après le licenciement de 700 travailleurs.

Paez continue sa lutte pour l'organisation indépendante de la classe ouvrière à la tête de l'ancienne direction syndicale, désormais dans la clandestinité. L'ancien SITRAC est rattaché par la force à l'Union ouvrière de la métallurgie, tandis que des élections d'usine organisées par la direction syndicale chassée en mars 1972 avaient marqué la volonté d'une affiliation au syndicat des mécaniciens.

En même temps, il continue à se battre pour la récupération de son syndicat et participe à toutes les luttes du mouvement ouvrier à l'époque. Cette activité lui vaut d'être plusieurs fois arrêté. En décembre 1975, le gouvernement de Mme Peron l'emprisonne et le met à la disposition du pouvoir exécutif national.

Après le coup d'Etat, le gouvernement militaire ne fait que prolonger cette situation ; Paez est transféré à la prison de Sierra Chica, à plus de 1 000 km de Cordoba. Plusieurs démarches ont été effectuées au niveau national et international pour sa libération, mais il est toujours emprisonné, sans qu'aucun chef d'inculpation soit retenu contre lui.

NESTOR HORACIO CORREA

Dirigeant du mouvement ouvrier. Délégué syndical de l'usine métallurgique EMA. Notamment candidat au poste de secrétaire adjoint du syndicat des métallos à Vicente Lopez (Union ouvrière métallurgique, UOM), au sein de la liste Grise de l'opposition aux élections syndicales de 1974.

Il fut arrêté le 4 juin 1975 dans la ville de Rosario, où il était allé apporter le soutien de métallos de la zone nord de Buenos-Aires à la grève des travailleurs sidérurgiques de Villa Constitución.

D'abord prisonnier à Rosario, il est ensuite envoyé à la prison de Coronda, puis transféré à la prison de Resistencia, où il y a des températures très élevées, et où il se trouve à plus de 1 000 km de sa famille. Là, pour avoir été élu délégué des prisonniers afin de discuter avec les autorités de la prison, il est sanctionné après le coup d'Etat militaire et envoyé à la prison de Rawson, à l'autre bout du pays, où il y a de très basses températures et où il se trouve à nouveau à plus de 1 000 km de Buenos-Aires ; on ne peut y accéder qu'en avion pour lui rendre visite.

Il est marié et père de deux enfants. Sa femme, arrêté en octobre 1977, a été torturée pendant une semaine ; elle a été ensuite libérée, mais avait perdu son travail. La situation financière de Mme Correa est désespérée.

Nestor Correa souffrait déjà d'une légère surdité ; elle s'est considérablement aggravée en prison, faute de soins médicaux.

Il est à la disposition du pouvoir exécutif, c'est-à-dire qu'aucune inculpation n'est portée contre lui. Il a réitéré sa demande d'option pour sortir du pays le 7 décembre 1976 et n'a pas encore de réponse. Son dossier au ministère de l'intérieur porte le n° 191 903/76.

BDIC